



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de la ville

Question au Gouvernement n° 2272

Texte de la question

UNE POLITIQUE POUR LES BANLIEUES

M. le président. La parole est à Mme Marie-George Buffet, pour le groupe des député-e-s communistes et républicains.

Mme Marie-George Buffet. Monsieur le Premier ministre, nous vivons des événements d'une extrême gravité : deux adolescents sont morts pour rien. À cette tragédie, qui s'est abattue sur une population déjà marquée par la souffrance sociale et par les discriminations, se sont ajoutés, de la part des membres du Gouvernement, des versions mensongères et des propos stigmatisants. L'inacceptable était atteint provoquant l'explosion. Son bilan est déjà lourd.

Les violences existent, insupportables et tragiques, comme celle qui a coûté la vie d'un homme à Épinay. La police et la justice ont besoin de moyens pour les combattre, et non de déclarations guerrières à visée présidentielle.

Un député du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Alors votez le budget !

Mme Marie-George Buffet. La stratégie de la tension, que suit le ministre de l'intérieur, est irresponsable. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Jean-Michel Ferrand. Adressez-vous à lui, il est là !

Mme Marie-George Buffet. Il déclare aller chaque semaine en banlieue, mais les hommes et les femmes de ces banlieues, dans toute la France, n'acceptent plus que l'on traite leurs enfants de " racaille " ou de " voyous ". *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Ce qu'ils veulent, c'est que l'on respecte leur droit de vivre dignement et dans la tranquillité, tout ce qui leur est aujourd'hui refusé par votre politique, qui ne fait qu'aggraver la ségrégation sociale, les inégalités territoriales, la précarité. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Il faut que toute la transparence soit faite sur les événements de Clichy. C'est pourquoi François Asensi et tous les membres de notre groupe ont demandé une commission d'enquête.

Mais, dans l'immédiat, des décisions urgentes sont à prendre pour faire droit aux attentes des habitants.

Monsieur le Premier ministre, vous venez de parler d'un plan d'urgence. Allez-vous dégager les moyens nécessaires pour redéployer une police de proximité, pour permettre à la justice et aux services de protection des mineurs de remplir pleinement leur rôle, pour assurer à chaque enfant une scolarité de la réussite par la présence d'enseignants et d'adultes qualifiés en nombre suffisant, notamment dans les collèges,...

Mme Nadine Morano. Que font les parents ?

Mme Marie-George Buffet. ...pour permettre à chaque jeune d'avoir accès à un emploi stable, pour redonner aux associations les subventions dont elles ont besoin pour agir sur le terrain avec les familles et les jeunes ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains et sur quelques bancs du groupe socialiste.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Dominique de Villepin, *Premier ministre*. Madame la députée, revenons aux réalités.

Mme Marie-George Buffet. La réalité, je la vis !

M. le Premier ministre. Deux enfants sont morts, un homme a été lâchement assassiné. Ces drames impliquent que nous nous rassemblions tous autour des valeurs qui fondent notre République.

M. Georges Tron. Très bien !

M. le Premier ministre. Quelle est la réalité quotidienne pour trop de Françaises et de Français de nos quartiers

? Ce sont près de 180 voitures qui ont brûlé au cours des derniers jours, ce sont des commerçants qui ont été agressés, ce sont des enfants qui n'osent plus sortir, ce sont des mères de famille qui n'osent plus retourner au travail. Cela n'est pas tolérable ! Rien ne justifie de telles violences, rien ne justifie de telles dégradations, rien ne justifie de telles atteintes aux biens collectifs et aux biens d'autrui. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Le Gouvernement assurera l'ordre public. Il le fera avec la fermeté nécessaire. C'est la tâche difficile de Nicolas Sarkozy (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), qui est pleinement mobilisé ; c'est la tâche difficile des élus locaux, auxquels je veux rendre solennellement hommage ; c'est la tâche difficile de tous ceux qui servent dans les quartiers et à qui je veux réaffirmer ma confiance - les forces de l'ordre, les agents municipaux, les médecins et les infirmières, les enseignants, les pompiers - et qui doivent être respectés pour ce qu'ils sont comme pour ce qu'ils font au service des autres.

Le Gouvernement agira aussi dans un esprit de justice. Vous pouvez compter sur lui pour lutter contre toutes les formes de discrimination et pour renforcer le service public partout où cela est nécessaire.

M. Bernard Roman. Avec quels moyens ?

M. le Premier ministre. Il y mettra la même ardeur qu'à défendre l'emploi, qui est, vous le savez, notre priorité absolue. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marie-George Buffet](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (4^e circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2272

Rubrique : Aménagement du territoire

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 3 novembre 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 novembre 2005